



PAR TRISTAN GASTON-BRETON

# William Knox d'Arcy et le pétrole perse

---

Officiellement, il était à Paris pour préparer une exposition sur la Perse. En fait, le général Antoine Kitagbi était là pour tout autre chose. Envoyé spécial du Shah de Perse, cet homme d'affaire versé dans la diplomatie était venu négocier avec des investisseurs occidentaux l'attribution d'une concession pétrolière dans son pays. William Knox d'Arcy l'avait rencontré au début de l'année 1901, peu de temps après son arrivée à Paris. C'est l'une de ses connaissances, Sir Henry Drummond Wolff, ancien ambassadeur d'Angleterre à Téhéran, qui avait servi d'intermédiaire. Au cours de la conversation, le général Kitagbi n'y avait pas été par quatre chemins : la Perse avait désespérément besoin d'argent, en grande partie à cause du train de vie pharaonique du Shah. Cet argent, ce sont les capitalistes européens qui le fourniraient. En échange de quoi, ils auraient toute latitude

pour exploiter les gisements d'or noir dont le géologue Français Morgan avait jadis démontrés l'existence...

Le pétrole... William Knox d'Arcy en sentait déjà l'odeur. Cela faisait même des années qu'il rêvait de se lancer lui aussi dans l'aventure de l'or noir. Jusque-là, tout lui avait réussi. Né en Angleterre en 1849, éduqué dans les meilleures écoles britanniques, il avait, à 17 ans, émigré avec ses parents à Rockhampton, en Australie, où son père s'était installé comme avocat. Lui-même avait rejoint le cabinet paternel après des études de Droit. C'est à ce moment que son destin avait pris un tour nouveau. Au début des années 1880, on était venu lui proposer des parts dans la société minière du Mont Morgan, une affaire en apparence guère prometteuse. Elle s'était, en fait, révélée très juteuse et il lui avait fallu moins

de quatre ans pour en devenir l'actionnaire majoritaire. « Investisseur et spéculateur » : ainsi se définissait William Knox d'Arcy, devenu l'un des citoyens les plus riches d'Australie. En 1889, riche à millions, il s'en était retourné en Angleterre avec son épouse et leur cinq enfants. Partageant sa vie entre ses deux propriétés de Norfolk et du Middlesex et sa maison londonienne, il menait depuis ce temps une vie oisive, rêvant d'aventures nouvelles. Fasciné par le pétrole à l'origine de fabuleuses fortunes, il s'était mis en tête d'étudier la géologie et de lancer des opérations de prospection en Australie. En vain... C'est dire si la rencontre avec le général Kitagbi tombait à point nommé...

Il lui fallait désormais faire vite afin d'éviter que la nouvelle ne s'ébruite. Dès mars 1901, William Knox d'Arcy envoyait à Téhéran un homme de confiance afin de négocier avec les autorités perses. Lui-même choisissait de rester en Grande-Bretagne afin de trouver, sur place, des appuis au plus haut niveau. Ses appuis, il allait les trouver au Foreign Office. Depuis des lustres en effet, la Perse faisait l'objet d'âpres luttes d'influence entre la Russie et la Grande-Bretagne, la première cherchant un accès vers les mers du sud,

la seconde voulant créer une zone tampon pour protéger son empire des Indes. A Londres du coup, on prêta une oreille attentive aux propos de d'Arcy. L'implantation du milliardaire anglais en Perse serait un moyen commode pour accroître l'influence britannique à Téhéran. Consigne fut donnée à l'ambassade d'appuyer toutes les démarches de William Knox d'Arcy et de contrer celles que ne manqueraient pas de lancer les Russes. Avec succès. Le 28 mai 1901, le Shah accordait des terrains d'exploration situés dans la moitié du sud du pays, et recevait en échange près de 50 000 livres, une somme énorme pour l'époque qui lui permettrait de mener sa vie de nabbab quelques années encore. A Londres, d'Arcy se frottait les mains. L'aventure pouvait commencer...

Elle devait se révéler un épouvantable calvaire. Pour d'Arcy d'abord, qui engloutit dans l'affaire des dizaines de milliers de livres sans voir jaillir la moindre goutte de pétrole. Pour George Reynolds ensuite, le brillant ingénieur choisi par d'Arcy pour conduire les opérations sur place. Situé au centre de l'Azerbaïdjan perse à 500 km au nord du golfe Persique, le gisement était en effet désespérément sec. Les conditions de travail étaient en outre épouvantables : la nuit,



il gelait ; le jour, les températures montaient jusqu'à 50°. La dysenterie décimait les équipes. Il fallait enfin compter avec l'hostilité des tribus environnantes, adeptes d'un islam ultra-rigoriste. Menés entre 1902 et 1904, les forages ne donnèrent aucun résultat. A Londres, William Knox d'Arcy faisait grise mine. A la recherche de partenaires financiers, il contacta le baron Alphonse de Rothschild, qui déclina l'offre, et tenta d'obtenir des prêts auprès de plusieurs banques. En vain là encore. La situation finit par inquiéter les autorités britanniques : si d'Arcy devait se retirer, qui prendrait sa place ? Les Français, ou, pire encore, les Russes ? Le dossier finit par remonter au plus haut niveau. « Il est hors de question que les Russes s'établissent d'une quelconque manière en Perse », tonna le ministre Lord Lansdowne, à la Chambre des Communes. En 1905, le Foreign Office et certains membres de l'Amirauté échaufaudèrent une solution : William Knox d'Arcy reçut le soutien plus ou moins forcé de la Burmah Oil Company, une société anglaise qui avait développé aux Indes une activité de production et de raffinages. A d'Arcy, elle versa la bagatelle de 95 000 livres pour mener à bien de nouveaux forages. En échange, la société

créée par le milliardaire pour exploiter les gisements perses devint une filiale de la Burmah, L'affaire avait pris un tour clairement politique.

Fort des nouveaux moyens obtenus et coraqué par un d'Arcy de plus en plus impatient, Reynolds déplaça les opérations de forage au lieu-dit Masjid-i-Suleiman et reprit sa quête de l'or noir. Trois ans plus tard, le pétrole n'avait toujours pas jailli. Sur place, rien n'allait plus. Depuis qu'en 1906, une révolution partie du bazar de Téhéran avait jeté à bas le régime du Shah, l'anarchie la plus totale régnait dans le pays. Afin de protéger les installations, il fallut passer un accord avec des chefs de guerre locaux - grassement rémunérés - et même faire venir des Indes un détachement de soldats. L'argent s'envolait littéralement par les fenêtres. Excédée, Burmah Oil perdit alors patience. Le 14 mai 1908, malgré l'opposition forcée de d'Arcy, une lettre partit de Londres ordonnant à Reynolds de cesser immédiatement les opérations. C'est alors que se produisit ce que plus personne n'attendait : le 25 mai 1908, à 4 heures du matin, un immense geyser de pétrole accompagné de vapeurs de gaz suffocantes s'éleva dans les airs. Sept ans



après la signature de la concession, l'or noir jaillissait enfin en Perse. A Londres, d'Arcy esquissa des pas de danse moqueurs devant les dirigeants ébahis de la Burmah Oil. Quelques jours plus tard, à Masjid-i-Suleiman, Reynolds reçut la fameuse lettre du 14 mai. A près d'un demi-siècle d'intervalle, l'ingénieur revivait l'aventure du Colonel Drake. Par câble, Reynolds demanda ironiquement aux dirigeants de la Burmah Oil s'il devait cesser les opérations « maintenant que le pétrole coulait à flot ». La plaisanterie ne fut guère appréciée et l'ingénieur fut remercié deux ans plus tard. Il avait été le véritable découvreur du pétrole Perse.

Ainsi naquit, en 1909, l'Anglo-Persian Oil Company (l'actuelle BP) dont la majorité du capital revint à d'Arcy et à la Burmah Oil en rémunération de leur apport. Le milliardaire de l'or vit sa fortune s'accroître dans des proportions phénoménales, récompensant ainsi tous les risques pris. Heureux, William Knox d'Arcy pouvait désormais prendre un peu de champs et vivre, plus confortablement encore que par le passé, de ses immenses rentes. Il restait cependant beaucoup à faire : préparer la mise en production du champ, acheminer l'huile vers le golfe Persique, la distribuer ensuite en

Europe. A cet effet, l'entreprise construisit un pipeline de 200 kilomètres, édifia une raffinerie à l'embouchure du Chatt-Al-Arab et passa un accord de distribution avec le groupe Royal Dutch Shell. Mais ces investissements titanesques eurent pour effet d'épuiser en trois ans le capital de l'entreprise. En 1912, l'Anglo-Persian était au bord du dépôt de bilan. C'est alors que les politiques reprurent la main...

Deux hommes, en l'espèce, jouèrent un rôle clé : l'Amiral John Fisher et Winston Churchill. Anglais jusqu'au bout des ongles, grand lecteur de la Bible devant l'Eternel, amateur de danse et néanmoins marin de grande classe, John Fisher avait été Premier Lord de l'Amirauté de 1904 à 1910. A ce poste, il avait été l'un des principaux artisans de la conversion de Royal Navy au fuel, un mode de propulsion qui permettait d'augmenter la vitesse et le rayon d'action des navires. Ce faisant, il s'était heurté à l'Etat-Major de la Marine qui ne jurait que par le charbon, une matière première dont la Grande-Bretagne regorgeait. Le second lui avait succédé au poste de Premier Lord de l'Amirauté en 1911. Comme Fisher avec lequel il était très lié, Winston Churchill était un chaud partisan de la propulsion au fuel. A



la Royal Navy, elle donnerait, disait-il à qui voulait l'entendre, un avantage décisif sur la flotte allemande, une flotte de plus en plus menaçante mais dont la propulsion était encore majoritairement au charbon.

C'est vers lui que se tourna, en 1912, Charles Greenway, le directeur général de l'Anglo-Persian depuis deux ans. Ce brillant manager n'avait qu'une crainte : que le groupe Royal Dutch Shell dirigé par Henri Deterding profite des difficultés de l'Anglo-Persian pour mettre la main sur l'entreprise. Décidé à maintenir coûte que coûte son indépendance, Greenway entama des négociations avec Winston Churchill. L'objectif était double : il s'agissait d'une part de signer avec l'Amirauté un contrat d'approvisionnement de la flotte en pétrole, et d'autre part d'obtenir du gouvernement britannique qu'il prenne une participation dans le capital de l'entreprise. Ce schéma, Charles Greenway avait eu le plus grand mal à le « vendre » à son conseil d'administration. Plus que l'appel aux sentiments patriotiques, c'est la menace d'un raid de la Royal Dutch Shell qui lui avait finalement permis d'obtenir le feu vert du conseil. Winston Churchill, lui, se laissa plus facilement convaincre. Pendant des semaines, il étudia le dossier dans toutes

ses implications. Prendre une participation dans le capital d'une entreprise privée ? L'idée, il le savait, ne passerait pas facilement au Cabinet, et moins encore à la Chambre des Communes. A ses yeux cependant, deux raisons au moins militaient en faveur d'une telle opération : en premier lieu, la flambée des prix du pétrole qui justifiait largement d'avoir un pied dans la place pour bénéficier de tarifs attractifs. En second lieu et surtout, la nécessité de diversifier les sources d'approvisionnement en or noir de la flotte. En 1904, l'Amirauté dirigée alors par John Fisher avait en effet passé un accord avec la compagnie Shell, à l'époque dirigée par un sujet anglais, Marcus Samuel. Mais en 1907, la Shell avait fusionné avec la Royal Dutch Company, un groupe dont les intérêts n'étaient plus seulement anglais mais aussi hollandais. Que se passerait-il si l'Allemagne, en cas de guerre, envahissait la Hollande ? s'interrogeait Winston Churchill avec une remarquable prescience. En prenant une participation dans un groupe anglais, l'Etat sécuriserait ses approvisionnements.

En juillet 1913, Winston Churchill prononça à la Chambre des Communes un discours enflammé qui acheva de con-



vaincre ceux qui hésitaient encore. « Sans pétrole, l'Angleterre ne recevra plus ni maïs ni coton ni tout autre matière nécessaire au fonctionnement de son économie », martela-t-il devant les députés. « L'Amirauté doit pouvoir contrôler le pétrole à la source ; elle doit pouvoir transporter, raffiner et transporter le pétrole. » Un an plus tard, en juin 1914, une loi autorisait l'Etat à investir 2,2 millions de livres dans l'Anglo-Persian en échange de 51% de son capital. Le gouvernement anglais devait rester actionnaire de la compagnie jusqu'en...1987.

A la veille de la Première Guerre mondiale, l'avenir de l'Anglo-Persian est définitivement assuré. L'intervention de l'Amirauté a démontré combien l'or noir est devenu un enjeu politique de toute première importance. De toutes ces tractations, William Knox d'Arcy, lui, n'a été que le témoin lointain. Membre du Conseil d'Administration de l'Anglo Persian jusqu'à sa mort en 1917, il a repris dès 1909 la vie oisive qui lui plaît tant. Aux yeux de l'histoire, il reste néanmoins celui qui, le premier, misa sur le pétrole Perse. A bien des égards, l'Iran actuel lui doit de figurer parmi les principaux pays producteurs d'or noir...

---

**Tristan GASTON-BRETON,**

Historien d'entreprises

tgastonbreton@elzear.com